

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MAI 1922.

Proposition de loi

relative aux receveurs, commis de carrière, employés techniciens, agents de police et généralement à tous les préposés des communes et des administrations subordonnées.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations est celle qu'au cours de la session dernière notre éminent collègue M. Fulgence Masson, déposa sur le bureau de la Chambre et qui portait en outre les noms de MM. Buyl, Claes, Mabilie, Harmignie et Pepin.

Elle avait pour but de compléter, par l'octroi de garanties équitables, les dispositions qui règlent la situation matérielle de certains fonctionnaires communaux, notamment des receveurs et des autres agents préposés des administrations communales.

Les raisons à invoquer en faveur de la proposition ont, à cette époque, été excellemment développées par l'honorable Ministre de la Justice dans les termes que voici :

« Le pouvoir législatif s'est occupé à diverses reprises des instituteurs, des secrétaires, des receveurs communaux. Il a fixé le statut des premiers et réglé leur traitement; il a prescrit en faveur des seconds des mesures de protection, en leur assurant un minimum d'appointements pendant un certain nombre d'années; il a confié aux députations permanentes le pouvoir d'arbitrer le traitement des receveurs. Ceux-ci considèrent que le système ne leur procure pas de garantie suffisante et qu'il est inefficace.

D'accord avec les employés communaux, les receveurs demandent que le minimum de leur rémunération et des divers avantages qu'ils revendiquent soient inscrits dans la loi.

Les griefs qui ont été relevés à propos des instituteurs et des secrétaires s'appliquent en général aux autres employés communaux, et l'on ne comprendrait pas qu'après avoir légiféré pour les uns, on refusât de s'intéresser aux autres. Les receveurs, les employés et en général tous les agents des services commu-

naux, sont des auxiliaires dont le travail, l'intelligence, le savoir et la probité sont indispensables à la bonne marche des affaires communales. Pour occuper une position moins importante que celle de secrétaire, leur collaboration n'en est pas moins méritoire ; c'est généralement parmi les employés de la commune que se recrutent les chefs de service, les directeurs de travaux, le receveur, et le secrétaire lui-même.

Aussi, est-il permis de présumer que si le Parlement s'est jusqu'à présent attaché exclusivement au sort des secrétaires et des instituteurs, ce n'est pas qu'il fût indifférent aux autres agents des communes, mais c'est apparemment pour ne pas s'exposer au reproche de s'immiscer d'une façon trop envahissante dans le fonctionnement des pouvoirs communaux, et de porter atteinte à l'autonomie des communes. On l'eût pu faire, ce reproche, aussi bien quand il s'est agi des secrétaires et des instituteurs qui tiennent une place considérable dans l'organisme communal ; en ne s'y est pas arrêté, par la raison que le projet tel qu'il a été conçu et admis, ne touche pas aux prérogatives essentielles de la commune.

Les administrateurs communaux sont, dans une certaine mesure, sous la tutelle des autorités supérieures ; on n'a jamais soutenu que ce serait amoindrir l'autorité et l'autonomie des communes que de refuser toute licence à ceux qui les gèrent.

Leur devoir essentiel est de bien administrer ; est-ce y apporter entrave que d'assurer à leurs collaborateurs quotidiens, le minimum indispensable pour une vie décente, et de les protéger contre l'indifférence ou la lésinerie ?

Nous sommes persuadés que le Parlement reconnaîtra qu'il doit traiter tous les agents communaux avec la sollicitude dont il a entouré les secrétaires et les instituteurs.

La Chambre est saisie de deux autres projets, l'un qui a trait aux commissaires de police, l'autre aux gardes-champêtres. Sans contester le mérite de cette initiative, nous estimons qu'elle est insuffisante et que la même règle, la même bienveillance doivent s'étendre à tous les employés communaux, et qu'il est de bonne administration de fixer leur sort à tous par une seule et même loi.

Le projet répond à ce but ; il envisage tout le corps des employés qui peuvent être en service dans une commune, hormis les secrétaires et les instituteurs.

Il est en grande partie calqué sur la dernière loi qui a assuré la position des secrétaires communaux.

Il serait contraire à l'harmonie qui doit régner dans les institutions communales et au bon rendement qu'il en faut attendre, d'appliquer des règles et des principes différents selon les catégories d'agents, alors que tous vivent dans le même cadre et travaillent à la même œuvre.

Il nous a paru toutefois qu'il convenait de faire une distinction pour les receveurs communaux. L'importance de leur travail dépend surtout de la recette et des paiements qu'ils ont à faire ; on nous a signalé des communes de population équivalente dont les opérations comptables varient du simple au double. C'est une règle d'ailleurs presque constante dans les affaires privées d'établir une relation entre le montant des recettes et la rémunération du receveur.

Sauf cette dérogation, nous avons appliqué le système adopté pour les secré-

taires communaux en mettant les traitements des agents en rapport avec la population de la commune où ils exercent.

Il y a lieu selon la nature de leurs fonctions.

On peut les ranger en sept catégories.

1° Les receveurs ;

2° Les employés de bureau et les techniciens ;

3° Les commissaires de police ;

4° Les agents de police ;

5° Les gardes-champêtres ;

6° Les ouvriers ;

7° Les agents dont les services sont intermittents ou accessoires, et tous ceux qui sont occupés à des emplois spéciaux, tels que les huissiers, les messagers, les infirmiers, les médecins, emplois qui n'existent en général que dans les grandes villes.

Le projet, à l'exemple de la loi relative aux secrétaires, poursuit un double but :

Garantir un minimum de traitement aux agents communaux ;

Leur assurer une augmentation déterminée durant un certain nombre d'années ;

Il accorde aux administrations communales le droit de refuser l'augmentation, aux agents qui ne rempliraient pas convenablement leurs fonctions, sauf recours auprès des autorités supérieures.

Le projet ne va pas au-delà.

Il laisse aux communes le pouvoir d'organiser leurs cadres comme elles l'entendent ; de déterminer les conditions d'avancement et la rémunération attachée aux grades supérieurs ; d'arrêter les conditions d'admission aux divers emplois. Sur ce dernier point toutefois, nous avons introduit un tempérament qui tend à imposer avec le temps, un degré de connaissances suffisantes pour être admissible à certaines fonctions. En ce faisant, nous répondons au vœu de la Fédération Nationale des employés communaux.

Le barème ne s'applique qu'aux traitements minima de la fonction initiale ; il ne régleme pas les traitements afférents à chaque grade ; c'eût été impossible, vu la diversité d'organisation des communes, les différences d'attributions applicables aux mêmes grades, selon les localités, le défaut de similitude, en un mot, dès qu'on s'élève dans la hiérarchie administrative. Au surplus, c'eût été empiéter sur l'autonomie communale.

Enfin, les employés des administrations subordonnées (hospices, bureaux de bienfaisance, monts-de-piété, etc.) bénéficieront des avantages du projet : toutes les dispositions d'ordre général qu'il contient leur sont applicables. »

Nous croyons pouvoir nous référer entièrement aux considérations si justes rappelées ci-dessus.

Notons toutefois l'intervention d'un élément nouveau : ce qui, en effet, domine l'ensemble des dispositions ci-après c'est le principe général énoncé aux articles 7, 11, 17 et 21 et qui enlève tout caractère immuable aux barèmes proposés, au cas où le coût de l'existence viendrait à baisser. Ce principe est celui-ci : « Si en raison des fluctuations du coût de la vie et par voie de mesure

générale, les traitements des fonctionnaires et agents de l'État sont modifiés, le Gouvernement pourra reviser les barèmes en se conformant aux règles suivant lesquelles les barèmes des autres agents seront éventuellement modifiés. » Ainsi les bases indiquées auront toute la souplesse désirable.

D'autre part, notre tâche actuelle se trouve allégée par la circonstance que la Chambre a depuis le premier dépôt de la proposition Masson, réglé la situation des commissaires de police et des gardes-champêtres.

Nous n'avons donc plus fait allusion dans le texte nouveau à ces deux catégories de fonctionnaires.

Par contre, nous avons cru devoir étendre l'objet de la proposition en y comprenant les ouvriers faisant partie à titre définitif et permanent du personnel communal. Il nous a paru que ces préposés qui par leur nomination bénéficient d'une fixité d'emploi pareille à celle des employés communaux, ne devaient pas, à raison du seul caractère manuel des services prestés par eux, être mis en situation d'infériorité vis-à-vis des autres préposés de la commune.

La proposition se borne à leur assurer en principe les mêmes garanties qu'à ces derniers : fixation d'un minimum de rémunération, variable éventuellement d'après le coût de l'existence et possibilité d'un recours en cas de griefs légitimes. Pour le surplus la proposition laisse les communes absolument libre de prendre à leur égard quant au barème et augmentations telles dispositions qu'elles jugent utiles.

La même égalité de traitement est réalisée en ce qui concerne les employés des administrations subordonnées, comme les établissements hospitaliers et de bienfaisance, des monts-de-piété, ceux des intercommunales et des régies.

Pour répondre à un vœu émis par diverses Fédérations d'employés communaux, nous tenons à faire remarquer ici que la proposition ne fait pas de distinction entre le personnel féminin et masculin. Nous avons cru inutile d'insérer ce principe *in terminis* dans le texte même.

Enfin il est constitué par province une Commission d'avis et de conciliation dans laquelle les groupements d'intéressés seront représentés et qui par son intervention purement consultative auprès des Députations Permanentes, pourra contribuer à aplanir rapidement tout différent qui se produirait à l'occasion de griefs soulevés.

La présente proposition répond aux vœux de tous les fonctionnaires, agents et préposés intéressés ; elle se recommande à la Chambre par sa modération même ; elle comble certaines lacunes souvent et justement signalées de notre législation communale.

Nous sommes assurés qu'elle rencontrera l'accueil sympathique et l'approbation de la Chambre.

EDOUARD PECHER.



PROPOSITION DE LOI

relative aux receveurs, commis de carrière, employés techniques, agents de police et généralement à tous les préposés des communes et des administrations subordonnées.

CHAPITRE I.**Des receveurs communaux.****ARTICLE PREMIER.**

L'article 122 de la loi communale est abrogé et remplacé par les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la présente loi.

ART. 2.

Les traitements des receveurs communaux sont fixés par le Conseil communal, sauf l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial, sans pouvoir être inférieur au taux ci-après.

ART. 3.

Le denier des recettes, représentant le traitement sera :

6 p. c. pour les recettes de 50,000 francs et moins.

5 p. c. pour les recettes s'élevant de 50,000 francs à 75,000 francs.

3 p. c. pour les recettes s'élevant de 75,000 francs à 100,000 francs.

2 p. c. pour les recettes s'élevant de 100,000 francs à 200,000 francs.

1 p. c. pour les recettes s'élevant de 200,000 francs à 500,000 francs.

WETSVOORSTEL

betreffende de ontvangers, beroepsklerken, technische bedienden, politieagenten en, in 't algemeen, al de aangestelden der gemeenten en der daarvan afhangende besturen.

EERSTE HOOFDSTUK.**Gemeenteontvangers.****EERSTE ARTIKEL.**

Artikel 122 der gemeentewet wordt ingetrokken en door de artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7 en 8 dezer wet vervangen.

ART. 2.

De jaarwedden van de gemeenteontvangers worden, behoudens goedkeuring door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad, door den gemeenteraad vastgesteld; zij mogen echter niet minder bedragen dan hierna is bepaald.

ART. 3.

Het percentsloon op de ontvangsten, de minimum-jaarwedde vertegenwoordigende, bedraagt :

6 t. h. voor de ontvangsten van 50,000 frank en minder;

5 t. h. voor de ontvangsten van 50,000 tot 75,000 frank;

3 t. h. voor de ontvangsten van 75,000 tot 100,000 frank;

2 t. h. voor de ontvangsten van 100,000 tot 200,000 frank;

1 t. h. voor de ontvangsten van 200,000 tot 500,000 frank;

0.75 p. c. pour les recettes s'élevant de 500,000 francs à 1,000,000 francs.

0.50 p. c. pour les recettes s'élevant de 1,000,000 fr. à 2,000,000 francs.

0.25 p. c. pour les recettes s'élevant de 2,000,000 fr. à 2,500,000 francs, les fractions de mille francs étant comptées pour mille francs et chaque pourcentage étant appliqué par catégorie et par tranche respectivement considérée.

En aucun cas le traitement initial ne pourra dépasser 20,000 francs.

ART. 4.

Les receveurs ont droit tous les ans à une augmentation de traitement de 4 p. c., calculé sur le traitement initial prévu par la présente loi. Ces augmentations cesseront d'être obligatoires quand ce traitement initial sera doublé, quand les receveurs compteront les années d'âge et de service requises pour être mis à la pension et en tout cas dès qu'ils auront atteint l'âge de 65 ans.

ART. 5.

Lorsque le receveur exerce ses fonctions dans deux ou plusieurs communes, son traitement de base et ses augmentations seront calculés d'après le tarif ci-dessus, en totalisant les recettes des diverses communes. De plus le traitement de base sera majoré de 10 p. c. à titre d'indemnité spéciale.

La charge du traitement alloué, dans ce cas, sera supporté par chaque commune au prorata des recettes respectivement effectuées.

0.75 t. h. voor de ontvangsten van 500,000 tot 1,000,000 frank;

0.50 t. h. voor de ontvangsten van 1,000,000 tot 2,000,000 frank;

0.25 t. h. voor de ontvangsten van 2,000,000 tot 2,500,000 frank, de breuken van duizend frank gerekend zijnde voor duizend frank en elk procent toegepast zijnde per categorie en per snede onderscheidenlijk in aanmerking genomen.

In geen geval mag de aanvangswedde meer dan 20,000 frank bedragen.

ART. 4.

Ieder jaar hebben de ontvangers recht op eene verhooging van jaarwedde, bepaald op 4 t. h. van hunne bijdeze wet voorziene aanvangswedde. Deze verhoogingen zijn niet langer verplicht wanneer het dubbel van deze aanvangswedde bereikt is, wanneer de ontvangers den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren hebben om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra zij den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt.

ART. 5.

Wanneer door een ontvanger het ontvangersambt wordt uitgeoefend in een of meer gemeenten, worden zijne aanvangswedde en zijne weddeverhoogingen berekend volgens bovenstaand tarief, door de ontvangsten der verschillende gemeenten samen te voegen. Bovendien wordt de aanvangswedde verhoogd met 10 t. h. als bijzondere vergoeding.

In dit geval, komt de verleende jaarwedde ten laste van elke gemeente naar evenredigheid van de onderscheidenlijk gedane ontvangsten.

ART. 6.

Les traitements des receveurs seront révisés à partir du 1^{er} janvier 1920 en prenant pour base les recettes ordinaires des comptes de 1913 et en ayant égard aux années de service du titulaire.

ART. 7.

Si, en raison des fluctuations du coût de la vie et par voie de mesure générale, les traitements des fonctionnaires et agents de l'État sont modifiés, le Gouvernement pourra reviser le barème établi par l'article 3 ci-dessus, en se conformant aux règles suivant lesquelles les barèmes des autres agents seront éventuellement modifiés.

ART. 8.

Il est interdit aux receveurs communaux d'exercer un commerce directement ou par personne interposée à peine de suspension et en cas de récidive, de révocation. Toutefois, les situations existantes seront respectées, sauf en ce qui concerne les débits de boissons.

Le receveur intéressé sera préalablement entendu par le Conseil communal ou par une commission déléguée par celui-ci, et il sera dressé un procès-verbal de ses explications.

Quelle que soit la peine prononcée, la résolution du Conseil communal sera soumise à l'approbation de la Députation permanente. L'intéressé pourra se pourvoir auprès du Roi dans les quinze jours de la notification qui lui sera faite de la décision de la Députation permanente.

ART. 6.

De jaarwedden der ontvangers worden herzien te rekenen van 1 Januari 1920; daartoe worden de gewone ontvangsten der rekeningen over 1913 tot grondslag genomen en tevens wordt rekening gehouden met de dienstjaren van den titularis.

ART. 7.

Indien, om reden der schommelingen in de levensduurte en bij wijze van algemeen maatregel, de jaarwedden der ambtenaren en agenten van den Staat gewijzigd worden, kan de Regeering het bij bovenstaand artikel 3 vastgesteld barema herzien, zich gedragende naar de regelen volgens dewelke de baremas der overige agenten gebeurlijk worden gewijzigd.

ART. 8.

Het is aan de gemeenteontvangers verboden, zelfs door een tussenpersoon, handel te drijven, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting. In de huidige toestanden wordt echter geene verandering gebracht, behalve wat betreft de drankslijterijen.

De betrokken ontvanger moet vooraf gehoord worden door den gemeenteraad of door eene door den gemeenteraad aangestelde Commissie, en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt.

Welke ook de uitgesproken straf zij, moet de beslissing van den Gemeenteraad aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie onderworpen worden. De belanghebbende kan bij den Koning in beroep gaan binnen vijftien dagen nadat de beslissing der Bestendige Deputatie hem werd betekend.

En cas d'inaction du Conseil communal, et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le Gouverneur, de l'avis conforme de la Députation permanente, sauf, en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

Les receveurs peuvent se pourvoir auprès du Roi contre les décisions du Gouverneur les révoquant de leurs fonctions, dans les quinze jours de la notification qui leur est faite.

CHAPITRE II.

Des receveurs d'administrations charitables.

ART. 9.

Les traitements des receveurs des administrations charitables sont fixés par les conseils d'administration ou les commissions compétentes, sans pouvoir être inférieurs aux taux ci-après.

ART. 10.

Le denier des recettes, représentant le traitement minimum pour les receveurs des administrations charitables sera :

10 p. c. sur les recettes de 5,000 fr. et moins.

8 p. c. sur les recettes de 5,000 à 20,000 francs.

5 p. c. sur les recettes de 20,000 à 60,000 francs.

3.75 p. c. sur les recettes de 60,000 à 125,000 francs.

3 p. c. sur les recettes de 125,000 à 250,000 francs.

2 p. c. sur les recettes de 250,000 à 500,000 francs.

Blijft de Gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der Provincie, op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

De ontvangers kunnen bij den Koning in beroep gaan van de beslissingen van den Gouverneur welke hen uit hun ambt ontzetten, binnen vijftien dagen na de hun daarvan gedane aanzegging.

HOOFDSTUK II.

Ontvangers van Liefdadigheidsbesturen.

ART. 9.

De jaarwedden van de ontvangers der Liefdadigheidsbesturen worden door de Beheerraden of de bevoegde Commissiën vastgesteld; zij mogen niet minder bedragen dan hierna is bepaald.

ART. 10.

Het percentsloon op de ontvangsten, geldende als minimum-jaarwedde voor de ontvangers der Liefdadigheidsbesturen, bedraagt :

10 t. h. voor de ontvangsten van 5,000 frank en minder ;

8 t. h. voor de ontvangsten van 5,000 tot 20,000 frank ;

5 t. h. voor de ontvangsten van 20 000 tot 60,000 frank ;

3.75 t. h. voor de ontvangsten van 60,000 tot 125,000 frank ;

3 t. h. voor de ontvangsten van 125,000 tot 250,000 frank ;

2 t. h. voor de ontvangsten van 250,000 tot 500,000 frank ;

0.60 p. c. sur les recettes de 500,000 à 700,000 francs.

0.40 p. c. sur les recettes de 700,000 à 1,200,000 francs.

0.20 p. c. sur les recettes de 1,200,000 à 2,000,000 de francs.

Au delà de 2 millions le denier sera réduit à 1 1/2 pour mille.

Au delà de 7 millions le denier sera réduit à 1 1/4 pour mille.

Les fractions de mille francs étant comptées pour mille francs et chaque pourcentage étant appliqué par catégorie et par tranche respectivement considérée.

En aucun cas le traitement minimum ne peut être inférieur à 200 francs ni supérieur à 20,000 francs.

ART. 11.

Si, en raison des fluctuations du coût de la vie et par voie de mesure générale, les traitements des fonctionnaires et agents de l'État sont modifiés, le Gouvernement pourra reviser le barème établi par l'article 10 ci-dessus, en se conformant aux règlements suivant lesquels les barèmes des autres agents seront éventuellement modifiés.

CHAPITRE III.

Des commis de carrière, employés techniciens et agents de police.

ART. 12.

Seront incorporés dans la loi communale sous l'article 84^{bis} les articles 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 de la présente loi.

0.60 t. h. voor de ontvangsten van 500,000 tot 700,000 frank ;

0.40 t. h. voor de ontvangsten van 700,000 tot 1,200,000 frank ;

0.20 t. h. voor de ontvangsten van 1,200,000 tot 2,000,000.

Boven de 2 miljoen wordt het percentsloon verminderd tot 1 1/2 per duizend ;

Boven de 7 miljoen wordt het percentsloon verminderd tot 1 1/4 per duizend.

De breuken van duizend frank gerekend zijnde voor duizend frank en elk procent toegepast zijnde per categorie en per snede onderscheidenlijk in aanmerking genomen.

In geen geval mag de minimumwedde minder dan 200, noch meer dan 20,000 frank bedragen.

ART 11.

Indien, om reden der schommelingen in de levensduurte en bij wijze van algemeenen maatregel, de jaarwedden der ambtenaren en agenten van den Staat gewijzigd worden, kan de Regeering het bij bovenstaand artikel 10 vastgesteld barema herzien, zich gedragend naar de regelen volgens dewelke de baremas der overige agenten gebeurlijk worden gewijzigd.

HOOFDSTUK III.

Beroepsklerken, technische bedienden en politieagenten.

ART. 12.

De artikelen 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 en 34 dezer wet worden opgenomen in de gemeentewet onder artikel 84^{bis}.

ART. 13.

Les traitements des commis de carrière, des employés techniciens et des agents de police seront fixés par le Conseil communal, sans pouvoir être inférieurs aux taux ci-après déterminés.

ART. 14.

Pour la fixation des traitements minimum des commis de carrière, employés techniciens et agents de police, les communes sont divisées en cinq classes :

La première comprend les communes dont la population est supérieure à 100,000 habitants.

La seconde comprend les communes de 50,001 à 100,000 habitants.

La troisième comprend les communes de 25,001 à 50,000 habitants.

La quatrième comprend les communes de 10,001 à 25,000 habitants.

La cinquième comprend les communes de 10,000 habitants au plus.

ART. 15.

Les traitements minimum des commis, employés techniciens et agents de police seront de :

6,000 francs pour les communes de première classe.

5,800 francs pour les communes de deuxième classe.

5,600 francs pour les communes de troisième classe.

5,300 francs pour les communes de quatrième classe.

5,000 francs pour les communes de cinquième classe.

ART. 16.

Les commis, employés et agents

ART. 13.

De jaarwedden der beroepsklerken, der technische bedienden et der politieagenten worden door den gemeenteraad vastgesteld. Zij mogen niet minder bedragen dan hierna is bepaald.

ART. 14.

Tot vaststelling van de minimumwedden der beroepsklerken, der technische bedienden en der politieagenten, worden de gemeenten ingedeeld in vijf klassen :

De eerste omvat de gemeenten met eene bevolking van meer dan 100,000 inwoners.

De tweede omvat de gemeenten van 50,001 tot 100,000 inwoners.

De derde omvat de gemeenten van 25,001 tot 50,000 inwoners.

De vierde omvat de gemeenten van 10,001 tot 25,000 inwoners.

De vijfde omvat de gemeenten van ten hoogste 10,000 inwoners.

ART. 15.

De minimum-wedde der klerken, technische bedienden en politieagenten bedraagt :

6,000 frank in de gemeenten der 1^{ste} klasse ;

5,800 — — 2^{de} —

5,600 — — 3^{de} —

5,300 — — 4^{de} —

5,000 — — 5^{de} —

ART. 16.

De in artikel 13 vermelde klerken,

mentionnés à l'article 13 auront droit à une augmentation annuelle de traitement. Elle sera au minimum de 3 1/2 p. c. pour les commis et employés des communes appartenant à la 3^e, 4^e et 5^e classe et de 4 p. c. pour les autres; de 2 1/2 p. c. pour les agents de police des communes appartenant à la 3^e, 4^e et 5^e classe et de 3 p. c. pour les autres.

Les augmentations seront toujours calculées sur le traitement initial prévu par la présente loi; elles cesseront d'être obligatoires en ce qui concerne les employés et commis quand le double de ce traitement sera atteint, et en ce qui concerne les agents de police quand le traitement initial aura été augmenté de trois quarts. Il en sera de même quand les intéressés compteront les années d'âge et de service requis pour être mis à la pension et en tous cas dès qu'ils auront atteint l'âge de 65 ans.

ART. 17.

Si, en raison des fluctuations du coût de la vie et par voie de mesure générale, les traitements des fonctionnaires et agents de l'Etat sont modifiés, le Gouvernement pourra reviser le barème établi par l'article 15 ci-dessus, en se conformant aux règles suivant lesquelles les barèmes des autres agents seront éventuellement modifiés.

ART. 18.

Il est interdit aux commis, employés et agents de police d'exercer un commerce directement ou par personne interposée à peine de suspension, et en cas de récidive, de révocation. Toutefois les situations existantes seront

bedienden en agenten, hebben, ieder jaar, recht op eene verhooging van jaarwedde. Deze bedraagt minstens 3 1/2 t. h. voor de klerken en bedienden der gemeenten behoorende tot de 3^e, 4^e en 5^e klasse en 4 t. h. voor de overigen; 2 1/2 t. h. voor de politieagenten der gemeenten behoorende tot de 3^e, 4^e en 5^e klasse en 3 t. h. voor de overigen.

De verhoogingen worden altijd berekend op de bij deze wet voorziene aanvangswedde. Zij zijn niet langer verplicht, voor de klerken en bedienden, wanneer het dubbele van deze aanvangswedde bereikt is, en voor de politieagenten, wanneer de aanvangswedde met drie vierden zal verhoogd zijn. Zij zullen ook niet langer toegestaan worden, wanneer de belanghebbers den vereischten leeftijd en de dienstjaren tellen om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra zij den leeftijd van 65 jaren hebben bereikt.

ART. 17.

Indien, om reden der schommelingen in de levensduurte en bij wijze van algemeenen maatregel, de jaarwedden der ambtenaren en agenten van den Staat gewijzigd worden, kan de Regeering het bij bovenstaand artikel 15 vastgesteld barema herzien, zich gedragende naar de regelen volgens dewelke de baremas der overige agenten gebeurlijk worden gewijzigd.

ART. 18.

Het is aan de klerken, bedienden en politieagenten verboden, zelfs door een tussenpersoon, handel te drijven op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting. In de huidige toestand wordt echter geene verande-

respectées, sauf en ce qui concerne les débits de boissons.

Les agents de police ne peuvent accepter des commissions de garde pour des particuliers.

Les commis, employés et agents de police intéressés seront préalablement entendus par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de leurs déclarations.

Quelle que soit la peine prononcée, la résolution du Conseil communal sera soumise à l'approbation de la Députation permanente. L'intéressé pourra se pourvoir auprès du Roi dans les quinze jours de la notification qui lui sera faite de la décision de la Députation permanente.

En cas d'inaction du Conseil communal, et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le Gouverneur, de l'avis conforme de la Députation permanente, sauf en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

Les commis, employés et agents de police peuvent se pourvoir auprès du Roi contre les décisions du Gouverneur les révoquant de leurs fonctions, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

ART. 19.

Les dispositions ci-dessus prévues aux articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18 sont également applicables aux commis et techniciens en service dans les administrations intercommunales, dans les régies et dans les administrations subordonnées aux communes. (Bureaux de bienfaisance, Hospices, Monts de Piété, etc.).

ring gebracht behalve voor wat betreft de drankslijterijen.

De politieagenten mogen geene aanstelling als waker voor private personen aanvaarden.

De betrokken klerken, bedienden en politieagenten moeten vooraf gehoord worden door den Gemeenteraad en van hunne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt.

Welke ook de gewezen straf zij, moet de beslissing van den gemeenteraad aan de goedkeuring der Bestendige Deputatie onderworpen worden. De belanghebbende kan bij den Koning in beroep gaan binnen de vijftien dagen nadat de beslissing der Bestendige Deputatie hem werd beteeekend.

Blijft de gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen, blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der provincie, op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

De klerken, bedienden en politieagenten kunnen bij den Koning in beroep gaan van de beslissingen van den Gouverneur welke hen uit hun ambt ontzetten, binnen de vijftien dagen na de hun gedane beteekening.

ART. 19.

De bij bovenstaande artikelen 13, 14, 15, 16, 17 en 18 voorziene bepalingen zijn mede van toepassing op de klerken en technici in dienst van de intercommunale besturen, in de gemeentebedrijven en in de besturen die van de gemeente afhangen. (Bureelen van Weldadigheid, Godshuizen, Bergen van Barmhartigheid, enz.).

CHAPITRE IV.**Des ouvriers communaux.****ART. 20.**

Le salaire des ouvriers faisant partie du personnel communal nommé à titre définitif comportera un minimum de :

5,000 francs dans les communes de première catégorie.

4,800 francs dans les communes de deuxième catégorie.

4,600 francs dans les communes de troisième catégorie.

4,500 francs dans les communes de quatrième catégorie.

4,000 francs dans les communes de cinquième catégorie.

Les augmentations sont fixées par les règlements locaux.

ART. 21.

Si, en raison des fluctuations du coût de la vie et par voie de mesure générale, les traitements des fonctionnaires et agents de l'Etat sont modifiés, le Gouvernement pourra reviser le barème établi par l'article 20 ci-dessus, en se conformant aux règles suivant lesquelles les barèmes des autres agents seront éventuellement modifiés.

CHAPITRE V.**Dispositions générales.****ART. 22.**

Les augmentations prévues pourront être refusées par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente, au fonctionnaire, à l'employé, à l'ouvrier nommé à titre défi-

HOOFDSTUK IV.**Gemeentewerklieden.****ART. 20.**

Het loon van de werklieden die deelmaken van het vast benoemde gemeentepersoneel omvat een minimum van :

5,000 frank in de gemeenten der eerste klasse;

4,800 frank in de gemeenten der tweede klasse;

4,600 frank in de gemeenten der derde klasse;

4,500 frank in de gemeenten der vierde klasse;

4,000 frank in de gemeenten der vijfde klasse.

De verhoogingen worden door de plaatselijke verordeningen bepaald.

ART. 21.

Indien, om reden der schommelingen in de levensduurte en bij wijze van algemeenen maatregel, de jaarwedden der ambtenaren en agenten van den Staat gewijzigd worden, kan de Regeering het bij bovenstaand artikel 20 vastgesteld barema herzien, zich gedragende naar de regelen volgens dewelke de baremas der overige agenten gebeurlijk worden gewijzigd.

HOOFDSTUK V.**Algemeene bepalingen.****ART. 22.**

De voorziene verhoogingen kunnen, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den ambtenaar, den bediende, den vast benoem-

nitif ou au préposé qui ne remplira pas ses fonctions d'une manière satisfaisante. L'intéressé devra être préalablement entendu par le Conseil communal ou par la Commission administrative dont il dépend et il sera dressé procès-verbal de ses explications.

Une expédition en sera transmise à la Députation permanente qui statuera dans le délai de trois mois.

Un recours au Roi sera ouvert aux intéressés. Il sera introduit, sous peine de déchéance, dans le mois de la notification de la décision de la Députation permanente.

ART. 23.

Les traitements sont payables par mois; ils prennent cours à dater du jour de l'entrée en fonction; tout mois commencé est dû en entier.

ART. 24.

Dans l'application des barèmes prévus par la présente loi, les droits acquis par les agents actuellement en fonction, quant au chiffre de leur traitement et salaire, ne pourront être mis en question.

ART. 25.

Les services rendus pendant la guerre par les employés communaux ou des administrations subordonnées aux communes, mobilisés dans les armées; les services rendus dans les administrations belges ou alliées par les employés réfugiés en terre d'asile et ceux rendus par les employés dans les armées belges ou alliées; les années

den werkmán of aangestelde, die zijn ambt niet op voldoende wijze mocht vervullen. De belanghebbende moet vooraf gehoord worden door den gemeenteraad of door de bestuurlijke Commissie waarvan hij afhangt, en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt.

Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de Bestendige Deputatie; deze doet uitspraak binnen de drie maanden.

De belanghebbenden kunnen bij den Koning in beroep gaan. Dit beroep moet, op straffe van vervallen-verklaring, geschieden binnen ééne maand na de beteekening van de beslissing der Bestendige Deputatie.

ART. 23.

De jaarwedden worden per maand betaald; zij gaan in vanaf den dag, waarop men in bediening treedt; elke begonnen maand is geheel verschuldigd.

ART. 24.

Bij de toepassing der bij deze wet voorziene baremas, worden de verworven rechten der in bediening zijnde agenten, voor wat het bedrag van hunne jaarwedde en van hun loon betreft, niet aangetast.

ART. 25.

De diensten bewezen tijdens den oorlog door de gemeentebedienden of de bedienden van besturen van de gemeenten afhangend, die in de legers waren gemobiliseerd; de diensten bewezen in de Belgische of geallieerde besturen door de uitgeweken bedienden, en die bewezen door de bedienden in de Belgische of geal-

pendant lesquelles les employés ont été empêchés de remplir leurs fonctions pour des raisons de force majeure et n'ont pu, à cause de leur âge, de maladie ou d'autres circonstances indépendantes de leur volonté, rendre des services ni dans les administrations ni dans les armées belges ou alliées, sont compris dans la supputation des années de service administratif, pour la mise au point des traitements. Il en est de même du temps de service passé à l'arrière du front à la suite d'une désignation d'office.

Le temps de service accompli depuis le 1^{er} août 1914 par les employés mobilisés et qui leur donne droit à l'attribution des chevrons de front, de même que le temps pendant lequel ils ont été effectivement prisonniers, est compté double. Il en est de même du temps pendant lequel les employés mobilisés ou volontaires de guerre ont, par suite de maladie, de blessures ou d'infirmités contractées à l'armée, été dans l'impossibilité d'obtenir des chevrons de front.

Est également compté double, le temps pendant lequel les employés civils ont été déportés ou internés par l'ennemi.

Les années comptées double ne peuvent procurer aux bénéficiaires qu'un avantage pécuniaire et ne peuvent ni influencer sur l'ancienneté ni créer un titre particulier à l'obtention de promotions.

ART. 26.

Le Gouvernement pourra ordonner l'allocation d'une indemnité de vie chère dont il déterminera le montant

lieerde legers; de jaren tijdens dewelke de bedienden verhinderd zijn geweest hun ambt te vervullen om redenen van heilkracht; tijdens dewelke zij om redenen van hunnen leeftijd, ziekte of andere omstandigheden onafhankelijk van hunnen wil niet in de gelegenheid zijn geweest diensten te bewijzen in de Belgische of geallieerde besturen of legers, zijn begrepen in de berekening der bestuurlijke dienstjaren voor het bepalen der jaarwedden. Hetzelfde geldt voor den dienstitijd achter het front doorgebracht, tengevolge eener ambtelijke aandoening.

De dienstitijd sedert den 1^{er} Augustus 1914 vervuld door de gemobiliseerde bedienden en die hun recht geeft op de toekenning van frontstrepen, alsmede de duur van werkelijke gevangenschap, wordt dubbel geteld. Hetzelfde geldt voor den duur tijdens denwelken de bedienden, gemobiliseerd of vrijwilliger, in de onmogelijkheid zijn geweest frontstrepen te bekomen, uit oorzaak van ziekten, verwondingen of gebreken opgedaan in het leger.

Ook wordt, voor de burgerlijke bedienden, dubbel geteld, de duur van deportatie of interneering door den vijand.

De dubbel getelde jaren kunnen aan de belanghebbenden slechts een geldelijk voordeel geven, en mogen geen invloed uitoefenen op de bepaling der volgorde naar leeftijd of dienstitijd; ook kunnen zij, geen titel zijn om bevorderingen te bekomen.

ART. 26.

De Regeering kan de verleeningsbevelen aan gansch het personeel der gemeentediensten en der onderge-

et la durée, à tous les agents des services communaux et des administrations subordonnées.

Cette indemnité sera sujette à révision tous les trois mois.

ART. 27.

Les traitements des employés, agents et préposés dont question aux chapitres III et IV de la présente loi, seront révisés conformément aux dispositions ci-dessus à partir du 1^{er} janvier 1920 d'après la population constatée au dernier recensement décennal et en tenant compte des années de service des titulaires. Il en sera de même lorsque par suite de l'augmentation de la population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie. Les traitements versés serviront de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues par la présente loi.

ART. 28.

Les communes faisant partie d'une agglomération seront classées à raison de la population totale de celle-ci. Un arrêté royal indiquera les agglomérations auxquelles cette disposition sera applicable.

ART. 29.

Tout fonctionnaire employé ou préposé de la commune qui se croira lésé dans l'application des dispositions de la présente loi, pourra se pourvoir auprès de la Députation permanente.

Un recours au Roi sera ouvert à l'administration et à l'intéressé.

Les réclamations à l'autorité supérieure seront introduites sous peine de

schikte besturen van een duurtetoeslag waarvan zij het bedrag en den duur bepaalt.

Die duurtetoeslag wordt om de drie maanden herzien.

ART. 27.

De jaarwedden der bedienden, agenten en aangestelden waarvan sprake in de hoofdstukken III en IV dezer wet, worden overeenkomstig bovenstaande bepalingen herzien te rekenen van 1 Januari 1920, naarvolgens de bevolking vastgesteld bij de jongste tienjaarlijksche volkstelling en met inachtneming van de dienstjaren van den titularis. Evenzoo, wanneer, ten gevolge van den aangroei der bevolking blijken uit eene latere volkstelling, eene gemeente naar eene andere reeks zal overgaan.

De herziene jaarwedden worden tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de bij deze wet voorziene verhoogingen te berekenen.

ART. 28.

De gemeenten behorende tot eene agglomeratie worden gerangschikt naar dezer geheele bevolking. Bij koninklijk besluit, worden de agglomeratiën waarop deze bepaling van toepassing, is aangewezen.

ART. 29.

Elke ambtenaar, bediende of aangestelde der gemeente, die zich benadeeld acht bij de toepassing van deze wet, kan in beroep gaan bij de bestendige Deputatie.

Het bestuur en de belanghebbende kunnen verderin beroep gaan bij den Koning.

De bezwaren bij de hogere overheid moeten ingediend worden, op

déchéance dans le mois de la notification des décisions critiquées.

ART. 30.

Les fonctionnaires, employés ou préposés des administrations subordonnées aux communes pourront de même se pourvoir auprès de la Députation permanente et exercer recours au Roi contre la décision du Conseil d'administration ou des Commissions dont ils dépendent, dans les délais prévus aux articles qui précèdent.

ART. 31.

Tous les agents, employés et préposés quelconques, non compris dans les dispositions ci-dessus qui auraient des griefs à formuler contre les taux des salaires et traitements leur alloués, pourront se pourvoir auprès de la Députation permanente contre les décisions de l'autorité dont ils dépendent.

Le recours sera exercé dans le mois de la notification de la décision.

ART. 32.

Il sera créé dans chaque province une commission d'avis et de conciliation composée de neuf membres, nommés de la façon suivante :

Quatre membres nommés par le Ministre de l'Intérieur parmi les députés permanents, les conseillers communaux et les administrateurs d'établissements ou de services subordonnés aux communes ; quatre par les Fédérations Nationales d'associations professionnelles de fonctionnaires, employés et ouvriers communaux ; le Président étant désigné par le Roi.

Avant de statuer sur les cas, lui dé-

straffe van vervallenverklaring, binnen ééne maand na de beteekening der aangeklaagde beslissingen.

ART. 30.

Binnen de bij de voorafgaande artikelen voorziene termijnen, kunnen de ambtenaren, bedienden of aangestelden der van de gemeenten afhangelnde besturen eveneens bij de Bestendige Deputatie in beroep gaan en hun verhaal uitoefenen bij den Koning tegen de beslissing van den Beheerraad of van de Commissiën waarvan zij afhangen.

ART. 31.

De agenten, ambtenaren en aangestelden niet begrepen bij bovenstaande bepalingen, die bezwaren hebben in te brengen tegen de vaststelling van het bedrag hunner loonen en jaarwedden, kunnen bij de Bestendige Deputatie in beroep gaan van de beslissingen der overheid waarvan zij afhangen.

Het beroep moet ingesteld worden binnen de maand na de beteekening der beslissing.

ART. 32.

In iedere provincie wordt eene Commissie voor advies en verzoening ingesteld bestaande uit negen leden ; deze leden worden als volgt benoemd :

Vier door den Minister van Binnenlandsche Zaken onder de leden der Bestendige Deputatie, der gemeenteraadsleden en der Beheerders van inrichtingen of van diensten die van de gemeenten afhangen ; vier door de Nationale Federatiën van ambtenaren, bedienden en werklieden der gemeente ; de Voorzitter wordt door den Koning benoemd.

Alvorens uitspraak te doen over de

férés en application des articles 22, 29, 30 et 31 de la présente loi, la Députation permanente saisie prendra l'avis de la Commission provinciale susdite.

Un arrêté royal en fixera les conditions d'organisation et de fonctionnement.

ART. 33.

Il sera délivré un diplôme de gradué en services administratifs aux élèves qui auront suivi avec fruit les cours spéciaux institués pour la préparation aux fonctions de secrétaire, de receveur et d'employé des communes ou administrations subordonnées. L'organisation de ces cours, les conditions requises pour y être admis et obtenir le diplôme, seront réglées par arrêté royal. Les candidats munis de ce diplôme seront admissibles aux emplois prévus, sans avoir à subir l'épreuve préalable.

ART. 34.

Dans les six mois de la publication de la présente loi, les administrations communales et les conseils ou commissions des administrations subordonnées établiront le barème des traitements de leurs employés et agents selon les prescriptions de la présente loi.

gevallen die haar worden voorgelegd bij toepassing der artikelen 22, 29, 30 en 31 dezer wet, vraagt de Bestendige Deputatie, waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, het advies van bovengenoemde provinciale commissie.

Een koninklijk besluit zal er de wijzen van inrichting en van werking van bepalen.

ART. 33.

Een diploma van gegradueerde in bestuurszaken wordt afgeleverd aan de leerlingen die met vrucht de bijzondere leergangen hebben gevolgd, welke worden ingesteld ter opleiding tot het ambt van secretaris, ontvanger en gemeentebediende of bediende der besturen afhangende der gemeenten. De inrichting dier leergangen, alsmede de vereischten om daartoe te worden toegelaten en het diploma te bekomen, worden bij Koninklijk besluit geregeld. De candidaten, die in het bezit zijn van dit diploma, worden tot de voorziene ambten toegelaten zonder zich aan voorafgaande proeven te moeten onderwerpen.

ART. 34.

Binnen zes maanden na de bekendmaking dezer wet zullen de gemeentebesturen en de beheerders of commissiën der daarvan afhangende besturen den weddenrooster van hunne ambtenaren, beambten en bedienden vaststellen, overeenkomstig de bepalingen dezer wet.

Edouard PECHER,
L. PEPIN,
Henri HEYMAN,
Dr P. LAMBORELLE,
Paul TSCHOFFEN,
Ed. FALONY.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MEI 1922.

WETSVOORSTEL

betreffende de ontvangers, beroepsklerken, technische bedienden, politieagenten en in 't algemeen al de aangestelden der gemeenten en der daarvan afhangende besturen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel dat wij de eer hebben aan uwe beraadslagingen te onderwerpen is hetzelfde dat, in den loop van den laatsten zitting, door onzen eminenten collega, den heer Fulgence Masson op het Bureau der Kamer werd neergelegd en dat buitendien nog ondertekend was door de heeren Buyl, Claes, Mabilie, Harmignie en Pepin.

Dit wetsvoorstel had voor doel, door de toekenning van rechtmatige waarborgen, de schikkingen te volledigen die den stoffelijken toestand van zekere gemeente-ambtenaren en beambten regelen, inzonderheid van de ontvangers en de andere bedienden der gemeentebesturen.

De redenen die pleiten ten voordeele van het voorstel zijn toen uitstekend toegelicht geworden door den achtbaren Minister van Justitie in de volgende termen :

« De wetgevende macht heeft zich herhaaldelijk bezig gehouden met de onderwijzers, de gemeentesecretarissen, de gemeenteontvangers. Zij heeft het statuut der eersten vastgesteld en hunne jaarwedden geregeld; zij heeft voor de tweeden beschermingsmaatregelen voorgeschreven, door hun een minimum-bezoldiging te verzekeren tijdens een aantal jaren; zij heeft de bestendige Deputaties gemachtigd de jaarwedden der gemeenteontvangers scheidsrechterlijk vast te stellen. Deze laatsten oordeelen dat het stelsel hun geen genoegzamen waarborg verschaft en dat het ondoelmatig is.

In overeenstemming met de gemeentebedienden, vragen de gemeenteontvangers dat het minimum hunner bezoldiging en der verschillende voordeelen waarop zij aanspraak maken, in de wet worden geschreven.

De grieven die aangehaald zijn geworden waar het de onderwijzers en

de gemeentesecretarissen betref, zijn over 't algemeen toepasselijk op de andere gemeentebeambten, en het is niet aanneembaar dat, waar men voor de eenen wettelijke voorschriften zou hebben gemaakt, men zou weigeren zich te bekommeren om de anderen. De gemeenteontvangers, de bedienden, kortom al de gemeentebeambten zijn krachten wier werk, verstand, begaafdheid en eerlijkheid onmisbaar zijn om den goeden gang der gemeentelijke zaken te verzekeren. Hun ambt is voorzeker minder belangrijk dan dit van secretaris, doch hunne medewerking is er niet minder verdienstelijk om; en de dienstoversten, de bestuurders, de ontvanger, zelfs de secretaris worden over 't algemeen in den schoot der gemeentebeambten gekozen.

Men mag dus veronderstellen dat, zoo de Kamer zich tot hiertoe nitsluitend over het lot der onderwijzers en gemeentesecretarissen heeft bekommerd, dit niet gebeurde omdat de belangen der andere gemeentebedienden haar onverschillig lieten; zij wilde zich klaarblijkend niet blootstellen aan het verwijt zich al te veel te bemoeien met den gang der openbare besturen en de zelfstandigheid der gemeenten aan te tasten. Maar men zou dit verwijt evenzoo goed kunnen maken hebben waar het de secretarissen en onderwijzers betref, die eene aanzienlijke plaats bekleeden in het gemeentelijk organisme; men heeft het niet gedaan, daar het voorstel, zooals het opgevat en aanvaard is geworden, de essentiële voorrechten van de gemeente onaangetaast laat.

De gemeentebesturen staan, in zekere mate onder voogdij der hoogere besturen; men heeft nooit volgehouden dat het feit, van niet de volle vrijheid te laten aan diegenen welke de gemeenten besturen, een beperking van gezag of een aanslag op de gemeentelijke zelfstandigheid zou betekenen. Hun hoofdzakelijke plicht is, goed te besturen; wordt die belemmerd door het feit dat aan hunne dagelijksche medewerkers het onmisbare minimum voor een fatsoenlijk bestaan wordt verzekerd, en ze beschermd worden tegen onverschilligheid of schraapzucht?

Wij zijn overtuigd dat de Kamer zal erkennen dat zij al de gemeentebeambten moet behandelen met dezelfde bezorgdheid waarvan zij blijk heeft gegeven ten opzichte van de gemeentesecretarissen en onderwijzers.

Twee andere voorstellen zijn aan de Kamer voorgelegd: het eene heeft betrekking op de politiecommissarissen, het andere op de veldwachters. Wij willen de verdienste van dit initiatief niet betwisten, doch wij zijn de meening toegedaan dat het ontoereikend is, dat dezelfde regel, dezelfde goedwilligheid moet worden uitgebreid op al de gemeentebeambten, en dat het een maatregel van goed beheer zal zijn, het lot van allen te bepalen door éénzelfde wet.

Het voorstel beantwoordt aan dit doel; het houdt rekening van het gansche korps van bedienden die in dienst kunnen zijn eener gemeente, uitgenomen de gemeentesecretarissen en de onderwijzers.

Het is grootendeels ontleend aan de onlangs gestemde wet die den toestand der gemeentesecretarissen heeft verzekerd.

Het zou strijdig zijn met de harmonie die moet heerschen in de gemeentestellingen en eene belemmering zijn van den goeden gang, indien verschil-

lende regelen en principen werden toegepast naar gelang der verschillende categoriën van werkkrachten, terwijl allen toch in hetzelfde kader leven en arbeiden aan dezelfde taak.

Wij hebben echter gemeend een onderscheid te moeten maken voor de gemeenteontvangers. De belangrijkheid van hun werk hangt vooral af van de ontvangsten en uitgaven die zij te doen hebben; men heeft onze aandacht getrokken op gemeenten van gelijkwaardige bevolking, doch waarvan de geldelijke operatiën verschillen in de verhouding van één tot twee. Het is trouwens schier altijd regel in private ondernemingen eene verhouding te stellen tusschen het bedrag der ontvangsten en de bezoldiging van den ontvanger.

Uitgenomen deze afwijking hebben wij het systeem toegepast dat voor de gemeentesecretarissen is aangenomen geworden, door de jaarwedden der bedienden in verhouding te brengen met het bevolkingscijfer der gemeente waar zij hun ambt uitoefenen.

Men kan het gemeentepersoneel rangschikken in zeven categoriën :

- 1° De ontvangers ;
- 2° De bureelbedienden en de technici ;
- 3° De politiecommissarissen ;
- 4° De politieagenten ;
- 5° De veldwachters ;
- 6° De werklieden ;

7° De bedienden wier diensten tusschentijdig of bijkomstig zijn, en allen die eene bijzondere bediening hebben, zooals de deurwaarders, de boden, de verplegers, de geneesheeren, bedieningen die over het algemeen slechts bestaan in de groote steden.

Evenals de wet betreffende de gemeentesecretarissen, streeft het ontwerp een dubbel doel na :

Een minimum-jaarwedde verleen en aan de gemeentebeambten ;

Hun een bepaalde verhooging verzekeren gedurende een zeker aantal jaren ;

Het kent aan de gemeentebesturen het recht toe, de verhooging te weigeren aan de bedienden die hun ambt niet op bevredigende wijze zouden uitoefenen, met dien verstande dat de bediende in beroep kan gaan bij de hogere besturen.

Het ontwerp gaat niet verder.

Het laat aan de gemeenten de macht, hunne kaders in te richten zooals zij dit verkiezen; de voorwaarden van bevordering te bepalen, benevens de jaarwedden voor hogere graden; de voorwaarden van aanvaarding voor de verschillende ambten vast te stellen. Voor wat dit laatste punt betreft hebben wij een bepaling ingelascht strekkende om, met den tijd, een voldoende graad van kennissen aan den bediende op te leggen, om tot zekere ambten toegelaten te worden. Aldus beantwoorden wij aan den wensch van den Nationalen Bond der Gemeentebeambten.

Het barema is slechts toepasselijk op de minima-jaarwedden voorzien voor de aanvangst loopbaan ; het regelt de jaarwedden niet voorzien voor

elken graad; dit zou onmogelijk geweest zijn, gezien de verscheidenheid in de organisatie der gemeenten, de verschillende ambtsbevoegdheden toepasselijk op dezelfde graden, het mangel aan gelijkaardigheid in een woord, zoodra men in de bestuurlijke hiërarchie opklimt. Het zou daarbij eene inbreuk zijn op de gemeentelijke zelfstandigheid.

De bedienden der van de gemeente afhangelde besturen (Godshuizen, Bureelen van Weldadigheid, Bergen van Barmhartigheid, enz.,) zullen de voordeelen van het ontwerp genieten; al de bepalingen van algemeene orde die het bevat, zijn op hun toepasselijk. »

Het zal, gelooven wij, volstaan, indien wij verwijzen naar de zoo rechtvaardige beschouwingen die voorgaan.

Wij vestigen echter de aandacht op de tusschenkomst van een nieuwen factor.

Inderdaad, de bepalingen die volgen worden beheerscht door het algemeene grondbeginsel, vervat in artikelen 7, 11, 17 en 21, dat aan de voorgestelde baremas elk onveranderlijk karakter ontnéemt, indien de levensduurte zou verminderen. Dit princip is het volgende : « Indien om reden der schommelingen in de levensduurte en bij wijze van algemeenen maatregel de jaarwedden der ambtenaren en agenten van den Staat gewijzigd worden, kan de Regeering het vastgesteld barema herzien, zich gedragende naar de regelen volgens dewelke de baremas der overige agenten gebeurlijk worden gewijzigd. »

Aldus zullen de aangegeven grondslagen de gewenschte lenigheid bezitten.

Onze huidige taak wordt verlicht door de omstandigheid dat de Kamer sedert de eerste neerlegging van het ontwerp Masson, den toestand der commissarissen van politie en der veldwachters heeft geregeld. Wij hebben dus in den nieuwen tekst geen vermelding meer gemaakt van deze twee categoriën van beambten.

Daarentegen hebben wij gemeend het voorstel te moeten uitbreiden door de werklieden die vast benoemd zijn en bestendig deel maken van het gemeentepersoneel, toe te laten tot het voordeel der wet. Het schijnt ons toe dat die aangestelden welke door hunne benoeming genieten van eene vastheid van bediening ten zelfden titel als de gemeentebeambten, niet moeten achteruitgesteld worden, alleen omdat zij handenarbeid verrichten.

Het voorstel bepaalt er zich bij, hun in grondbeginsel dezelfde waarborgen te verleenen als aan de andere categoriën van bedienden : vaststelling van een loon-minimum, desgevallend met veranderlijken duurtetoeslag, en recht van beroep in geval van geldige grieven. Voor de rest laat het voorstel de gemeenten volkomen vrij te hunnen opzichte alle schikkingen te nemen betreffende barema en verhoogingen die zij zouden nuttig achten.

- Dezelfde gelijkheid van jaarwedde wordt verwezenlijkt voor wat betreft de bedienden der van de gemeente afhangelde besturen, zooals de Godshuizen, de Bureelen van Weldadigheid, de Bergen van Barmhartigheid, die der Intercommunalen en der Regiën.

Om te beantwoorden aan een wensch uitgedrukt door verschillende Federatiën van Gemeentebeambten, willen wij hier doen opmerken dat het voor-

stel geen onderscheid maakt tusschen het vrouwelijk en het mannelijk personeel. Wij hebben gemeend dat het onnoodig was dit grondbeginsel « in terminis » in den tekst zelf te schrijven.

Eindelijk wordt er per provincie eene Commissie voor Advies en Verzoening ingesteld, waarin de groepeerings van belanghebbenden zullen vertegenwoordigd zijn en die door hare zuivere raadplegende tusschenkomst bij de Bestendige Deputatie zal kunnen bijdragen om elk geschil dat zich zou kunnen voordoen, spoedig uit den weg te ruimen.

Het huidige wetsvoorstel beantwoordt aan de wenschen van al de belanghebbende ambtenaren, beambten en aangestelden; de Kamer zal er de gematigdheid van inzien; het vult leemten aan in onze gemeentelijke wetgeving waarop herhaaldelijk de aandacht werd gevestigd.

Wij zijn overtuigd dat het welwillend zal worden onthaald en dat de Kamer er hare goedkeuring zal aan hechten.

EDOUARD PECHER.



PROPOSITION DE LOI

relative aux receveurs, commis de carrière, employés techniciens, agents de police et généralement à tous les préposés des communes et des administrations subordonnées.

CHAPITRE I.

Des receveurs communaux.

ARTICLE PREMIER.

L'article 122 de la loi communale est abrogé et remplacé par les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la présente loi.

ART. 2.

Les traitements des receveurs communaux sont fixés par le Conseil communal, sauf l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial, sans pouvoir être inférieur au taux ci-après.

ART. 3.

Le denier des recettes, représentant le traitement sera :

6 p. c. pour les recettes de 50,000 francs et moins.

5 p. c. pour les recettes s'élevant de 50,000 francs à 75,000 francs.

3 p. c. pour les recettes s'élevant de 75,000 francs à 100,000 francs.

2 p. c. pour les recettes s'élevant de 100,000 francs à 200,000 francs.

1 p. c. pour les recettes s'élevant de 200,000 francs à 500,000 francs.

WETSVOORSTEL

betreffende de ontvangers, beroepsklerken, technische bedienden, politieagenten en, in 't algemeen, al de aangestelden der gemeenten en der daarvan afhangende besturen.

EERSTE HOOFDSTUK.

Gemeenteontvangers.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 122 der gemeentewet wordt ingetrokken en door de artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7 en 8 dezer wet vervangen.

ART. 2.

De jaarwedden van de gemeenteontvangers worden, behoudens goedkeuring door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad, door den gemeenteraad vastgesteld; zij mogen echter niet minder bedragen dan hierna is bepaald.

ART. 3.

Het percentsloon op de ontvangsten, de minimum-jaarwedde vertegenwoordigende, bedraagt :

6 t. h. voor de ontvangsten van 50,000 frank en minder;

5 t. h. voor de ontvangsten van 50,000 tot 75,000 frank;

3 t. h. voor de ontvangsten van 75,000 tot 100,000 frank;

2 t. h. voor de ontvangsten van 100,000 tot 200,000 frank;

1 t. h. voor de ontvangsten van 200,000 tot 500,000 frank;

0.75 p. c. pour les recettes s'élevant de 500,000 francs à 1,000,000 francs.

0.50 p. c. pour les recettes s'élevant de 1,000,000 fr. à 2,000,000 francs.

0.25 p. c. pour les recettes s'élevant de 2,000,000 fr. à 2,500,000 francs, les fractions de mille francs étant comptées pour mille francs et chaque pourcentage étant appliqué par catégorie et par tranche respectivement considérée.

En aucun cas le traitement initial ne pourra dépasser 20,000 francs.

ART. 4.

Les receveurs ont droit tous les ans à une augmentation de traitement de 4 p. c., calculé sur le traitement initial prévu par la présente loi. Ces augmentations cesseront d'être obligatoires quand ce traitement initial sera doublé, quand les receveurs compteront les années d'âge et de service requises pour être mis à la pension et en tout cas dès qu'ils auront atteint l'âge de 65 ans.

ART. 5.

Lorsque le receveur exerce ses fonctions dans deux ou plusieurs communes, son traitement de base et ses augmentations seront calculés d'après le tarif ci-dessus, en totalisant les recettes des diverses communes. De plus le traitement de base sera majoré de 10 p. c. à titre d'indemnité spéciale.

La charge du traitement alloué, dans ce cas, sera supporté par chaque commune au prorata des recettes respectivement effectuées.

0.75 t. h. voor de ontvangsten van 500,000 tot 1,000,000 frank;

0.50 t. h. voor de ontvangsten van 1,000,000 tot 2,000,000 frank;

0.25 t. h. voor de ontvangsten van 2,000,000 tot 2,500,000 frank, de breuken van duizend frank gerekend zijnde voor duizend frank en elk procent toegepast zijnde per categorie en per snede onderscheidenlijk in aanmerking genomen.

In geen geval mag de aanvangswedde meer dan 20,000 frank bedragen.

ART. 4.

Ieder jaar hebben de ontvangers recht op eene verhooging van jaarwedde, bepaald op 4 t. h. van hunne bij deze wet voorziene aanvangswedde. Deze verhoogingen zijn niet langer verplicht wanneer het dubbel van deze aanvangswedde bereikt is, wanneer de ontvangers den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren hebben om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra zij den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt.

ART. 5.

Wanneer door een ontvanger het ontvangersambt wordt uitgeoefend in een of meer gemeenten, worden zijne aanvangswedde en zijne weddeverhoogingen berekend volgens bovenstaand tarief, door de ontvangsten der verschillende gemeenten samen te voegen. Bovendien wordt de aanvangswedde verhoogd met 10 t. h. als bijzondere vergoeding.

In dit geval, komt de verleende jaarwedde ten laste van elke gemeente naar evenredigheid van de onderscheidenlijk gedane ontvangsten.

ART. 6.

Les traitements des receveurs seront révisés à partir du 1^{er} janvier 1920 en prenant pour base les recettes ordinaires des comptes de 1913 et en ayant égard aux années de service du titulaire.

ART. 7.

Si, en raison des fluctuations du coût de la vie et par voie de mesure générale, les traitements des fonctionnaires et agents de l'État sont modifiés, le Gouvernement pourra réviser le barème établi par l'article 3 ci-dessus, en se conformant aux règles suivant lesquelles les barèmes des autres agents seront éventuellement modifiés.

ART. 8.

Il est interdit aux receveurs communaux d'exercer un commerce directement ou par personne interposée à peine de suspension et en cas de récidive, de révocation. Toutefois, les situations existantes seront respectées, sauf en ce qui concerne les débits de boissons.

Le receveur intéressé sera préalablement entendu par le Conseil communal ou par une commission déléguée par celui-ci, et il sera dressé un procès-verbal de ses explications.

Quelle que soit la peine prononcée, la résolution du Conseil communal sera soumise à l'approbation de la Députation permanente. L'intéressé pourra se pourvoir auprès du Roi dans les quinze jours de la notification qui lui sera faite de la décision de la Députation permanente.

ART. 6.

De jaarwedden der ontvangers worden herzien te rekenen van 1. Januari 1920; daartoe worden de gewone ontvangsten der rekeningen over 1913 tot grondslag genomen en tevens wordt rekening gehouden met de dienstjaren van den titularis.

ART. 7.

Indien, om reden der schommelingen in de levensduurte en bij wijze van algemeenen maatregel, de jaarwedden der ambtenaren en agenten van den Staat gewijzigd worden, kan de Reggering het bij bovenstaand artikel 3 vastgesteld barema herzien, zich gedragende naar de regelen volgens dewelke de baremas der overige agenten gebeurlijk worden gewijzigd.

ART. 8.

Het is aan de gemeenteontvangers verboden, zelfs door een tussenpersoon, handel te drijven, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting. In de huidige toestanden wordt echter geene verandering gebracht, behalve wat betreft de drankslijterijen.

De betrokken ontvanger moet vooraf gehoord worden door den gemeenteraad of door eene door den gemeenteraad aangestelde Commissie, en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt.

Welke ook de uitgesproken straf zij, moet de beslissing van den Gemeenteraad aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie onderworpen worden. De belanghebbende kan bij den Koning in beroep gaan binnen vijftien dagen nadat de beslissing der Bestendige Deputatie hem werd betekend.

En cas d'inaction du Conseil communal, et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le Gouverneur, de l'avis conforme de la Députation permanente, sauf, en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

Les receveurs peuvent se pourvoir auprès du Roi contre les décisions du Gouverneur les révoquant de leurs fonctions, dans les quinze jours de la notification qui leur est faite.

CHAPITRE II.

Des receveurs d'administrations charitables.

ART. 9.

Les traitements des receveurs des administrations charitables sont fixés par les conseils d'administration ou les commissions compétentes, sans pouvoir être inférieurs aux taux ci-après.

ART. 10.

Le denier des recettes, représentant le traitement minimum pour les receveurs des administrations charitables sera :

10 p. c. sur les recettes de 5,000 fr. et moins.

8 p. c. sur les recettes de 5,000 à 20,000 francs.

5 p. c. sur les recettes de 20,000 à 60,000 francs.

5.75 p. c. sur les recettes de 60,000 à 125,000 francs.

3 p. c. sur les recettes de 125,000 à 250,000 francs.

2 p. c. sur les recettes de 250,000 à 500,000 francs.

Blijft de Gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der Provincie, op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

De ontvangers kunnen bij den Koning in beroep gaan van de beslissingen van den Gouverneur welke hen uit hun ambt ontzetten, binnen vijftien dagen na de hun daarvan gedane aanzegging.

HOOFDSTUK II.

Ontvangers van Liefdadigheidsbesturen.

ART. 9.

De jaarwedden van de ontvangers der Liefdadigheidsbesturen worden door de Beheerraden of de bevoegde Commissiën vastgesteld; zij mogen niet minder bedragen dan hierna is bepaald.

ART. 10.

Het percentsloon op de ontvangsten, geldende als minimum-jaarwedde voor de ontvangers der Liefdadigheidsbesturen, bedraagt :

10 t. h. voor de ontvangsten van 5,000 frank en minder ;

8 t. h. voor de ontvangsten van 5,000 tot 20,000 frank ;

5 t. h. voor de ontvangsten van 20 000 tot 60,000 frank ;

5.75 t. h. voor de ontvangsten van 60,000 tot 125,000 frank ;

3 t. h. voor de ontvangsten van 125,000 tot 250,000 frank ;

2 t. h. voor de ontvangsten van 250,000 tot 500,000 frank ;

0.60 p. c. sur les recettes de 500,000 à 700,000 francs.

0.40 p. c. sur les recettes de 700,000 à 1,200,000 francs.

0.20 p. c. sur les recettes de 1,200,000 à 2,000,000 de francs.

Au delà de 2 millions le denier sera réduit à 1 1/2 pour mille.

Au delà de 7 millions le denier sera réduit à 1 1/4 pour mille.

Les fractions de mille francs étant comptées pour mille francs et chaque pourcentage étant appliqué par catégorie et par tranche respectivement considérée.

En aucun cas le traitement minimum ne peut être inférieur à 200 francs ni supérieur à 20,000 francs.

ART. 11.

Si, en raison des fluctuations du coût de la vie et par voie de mesure générale, les traitements des fonctionnaires et agents de l'État sont modifiés, le Gouvernement pourra reviser le barème établi par l'article 10 ci-dessus, en se conformant aux règlements suivant lesquels les barèmes des autres agents seront éventuellement modifiés.

CHAPITRE III.

Des commis de carrière, employés techniciens et agents de police.

ART. 12.

Seront incorporés dans la loi communale sous l'article 84^{bis} les articles 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 de la présente loi.

0.60 t. h. voor de ontvangsten van 500,000 tot 700,000 frank ;

0.40 t. h. voor de ontvangsten van 700,000 tot 1,200,000 frank ;

0.20 t. h. voor de ontvangsten van 1,200,000 tot 2,000,000.

Boven de 2 miljoen wordt het percentsloon verminderd tot 1 1/2 per duizend ;

Boven de 7 miljoen wordt het percentsloon verminderd tot 1 1/4 per duizend.

De breuken van duizend frank gerekend zijnde voor duizend frank en elk procent toegepast zijnde per categorie en per snede onderscheidenlijk in aanmerking genomen.

In geen geval mag de minimumwedde minder dan 200, noch meer dan 20,000 frank bedragen.

ART 11.

Indien, om reden der schommelingen in de levensduurte en bij wijze van algemeenen maatregel, de jaarwedden der ambtenaren en agenten van den Staat gewijzigd worden, kan de Regeering het bij bovenstaand artikel 10 vastgesteld barema herzien, zich gedragend naar de regelen volgens dewelke de baremas der overige agenten gebeurlijk worden gewijzigd.

HOOFDSTUK III.

Beroepsklerken, technische bedienden en politieagenten.

ART. 12.

De artikelen 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 en 34 dezer wet worden opgenomen in de gemeentewet onder artikel 84^{bis}.

ART. 13.

Les traitements des commis de carrière, des employés techniciens et des agents de police seront fixés par le Conseil communal, sans pouvoir être inférieurs aux taux ci-après déterminés.

ART. 14.

Pour la fixation des traitements minimum des commis de carrière, employés techniciens et agents de police, les communes sont divisées en cinq classes :

La première comprend les communes dont la population est supérieure à 100,000 habitants.

La seconde comprend les communes de 50,001 à 100,000 habitants.

La troisième comprend les communes de 25,001 à 50,000 habitants.

La quatrième comprend les communes de 10,001 à 25,000 habitants.

La cinquième comprend les communes de 10,000 habitants au plus.

ART. 15.

Les traitements minimum des commis, employés techniciens et agents de police seront de :

6,000 francs pour les communes de première classe.

5,800 francs pour les communes de deuxième classe.

5,600 francs pour les communes de troisième classe.

5,300 francs pour les communes de quatrième classe.

5,000 francs pour les communes de cinquième classe.

ART. 16.

Les commis, employés et agents

ART. 13.

De jaarwedden der beroepsklerken, der technische bedienden et der politieagenten worden door den gemeenteraad vastgesteld. Zij mogen niet minder bedragen dan hierna is bepaald.

ART. 14.

Tot vaststelling van de minimumwedden der beroepsklerken, der technische bedienden en der politieagenten, worden de gemeenten ingedeeld in vijf klassen :

De eerste omvat de gemeenten met eene bevolking van meer dan 100,000 inwoners.

De tweede omvat de gemeenten van 50,001 tot 100,000 inwoners.

De derde omvat de gemeenten van 25,001 tot 50,000 inwoners.

De vierde omvat de gemeenten van 10,001 tot 25,000 inwoners.

De vijfde omvat de gemeenten van ten hoogste 10,000 inwoners.

ART. 15.

De minimum-wedde der klerken, technische bedienden en politieagenten bedraagt :

6,000	frank	in de gemeenten der
		1 ^{ste} klasse ;
5,800	—	— 2 ^{de} —
5,600	—	— 3 ^{de} —
5,300	—	— 4 ^{de} —
5,000	—	— 5 ^{de} —

ART. 16.

De in artikel 13 vermelde klerken,

mentionnés à l'article 13 auront droit à une augmentation annuelle de traitement. Elle sera au minimum de 3 1/2 p. c. pour les commis et employés des communes appartenant à la 3^e, 4^e et 5^e classe et de 4 p. c. pour les autres; de 2 1/2 p. c. pour les agents de police des communes appartenant à la 3^e, 4^e et 5^e classe et de 3 p. c. pour les autres.

Les augmentations seront toujours calculées sur le traitement initial prévu par la présente loi; elles cesseront d'être obligatoires en ce qui concerne les employés et commis quand le double de ce traitement sera atteint, et en ce qui concerne les agents de police quand le traitement initial aura été augmenté de trois quarts. Il en sera de même quand les intéressés complèteront les années d'âge et de service requis pour être mis à la pension et en tous cas dès qu'ils auront atteint l'âge de 65 ans.

ART. 17.

Si, en raison des fluctuations du coût de la vie et par voie de mesure générale, les traitements des fonctionnaires et agents de l'État sont modifiés, le Gouvernement pourra reviser le barème établi par l'article 15 ci-dessus, en se conformant aux règles suivant lesquelles les barèmes des autres agents seront éventuellement modifiés.

ART. 18.

Il est interdit aux commis, employés et agents de police d'exercer un commerce directement ou par personne interposée à peine de suspension et en cas de récidive, de révocation. Toutefois les situations existantes seront

bedienden en agenten, hebben, ieder jaar, recht op eene verhooging van jaarwedde. Deze bedraagt minstens 3 1/2 t. h. voor de klerken en bedienden der gemeenten behoorende tot de 3^e, 4^e en 5^e klasse en 4 t. h. voor de overigen; 2 1/2 t. h. voor de politieagenten der gemeenten behoorende tot de 3^e, 4^e en 5^e klasse en 3 t. h. voor de overigen.

De verhoogingen worden altijd berekend op de bij deze wet voorziene aanvangswedde. Zij zijn niet langer verplicht, voor de klerken en bedienden, wanneer het dubbele van deze aanvangswedde bereikt is, en voor de politieagenten, wanneer de aanvangswedde met drie vierden zal verhoogd zijn. Zij zullen ook niet langer toegestaan worden, wanneer de belanghebbers den vereischten leeftijd en de dienstjaren tellen om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra zij den leeftijd van 65 jaren hebben bereikt.

ART. 17.

Indien, om reden der schommelingen in de levensduurte en bij wijze van algemeenen maatregel, de jaarwedden der ambtenaren en agenten van den Staat gewijzigd worden, kan de Regeering het bij bovenstaand artikel 15 vastgesteld barema herzien, zich gedragende naar de regelen volgens dewelke de baremas der overige agenten geëigend worden gewijzigd.

ART. 18.

Het is aan de klerken, bedienden en politieagenten verboden, zelfs door een tussenpersoon, handel te drijven op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting. In de huidige toestanden wordt echter geene verande-

respectées, sauf en ce qui concerne les débits de boissons.

Les agents de police ne peuvent accepter des commissions de garde pour des particuliers.

Les commis, employés et agents de police intéressés seront préalablement entendus par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de leurs déclarations.

Quelle que soit la peine prononcée, la résolution du Conseil communal sera soumise à l'approbation de la Députation permanente. L'intéressé pourra se pourvoir auprès du Roi dans les quinze jours de la notification qui lui sera faite de la décision de la Députation permanente.

En cas d'inaction du Conseil communal, et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le Gouverneur, de l'avis conforme de la Députation permanente, sauf en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

Les commis, employés et agents de police peuvent se pourvoir auprès du Roi contre les décisions du Gouverneur les révoquant de leurs fonctions, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

ART. 19.

Les dispositions ci-dessus prévues aux articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18 sont également applicables aux commis et techniciens en service dans les administrations intercommunales, dans les régies et dans les administrations subordonnées aux communes. (Bureaux de bienfaisance, Hospices, Monts de Piété, etc.).

ring gebracht behalve voor wat betreft de drankslijterijen.

De politieagenten mogen geene aanstelling als waker voor private personen aanvaarden.

De betrokken klerken, bedienden en politieagenten moeten vooraf gehoord worden door den Gemeenteraad en van hunne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt.

Welke ook de gewezen straf zij, moet de beslissing van den gemeenteraad aan de goedkeuring der Bestendige Deputatie onderworpen worden. De belanghebbende kan bij den Koning in beroep gaan binnen de vijftien dagen nadat de beslissing der Bestendige Deputatie hem werd beteekend.

Blijft de gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen, blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der provincie, op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

De klerken, bedienden en politieagenten kunnen bij den Koning in beroep gaan van de beslissingen van den Gouverneur welke hen uit hun ambt ontzetten, binnen de vijftien dagen na de hun gedane beteekening.

ART. 19.

De bij bovenstaande artikelen 13, 14, 15, 16, 17 en 18 voorziene bepalingen zijn mede van toepassing op de klerken en technici in dienst van de intercommunale besturen, in de gemeentebedrijven en in de besturen die van de gemeente afhangen. (Bureelen van Weldadigheid, Godshuizen, Berge van Barmhartigheid, enz.).

CHAPITRE IV.**Des ouvriers communaux.****ART. 20.**

Le salaire des ouvriers faisant partie du personnel communal nommé à titre définitif comportera un minimum de :

5,000 francs dans les communes de première catégorie.

4,800 francs dans les communes de deuxième catégorie.

4,600 francs dans les communes de troisième catégorie.

4,300 francs dans les communes de quatrième catégorie.

4,000 francs dans les communes de cinquième catégorie.

Les augmentations sont fixées par les règlements locaux.

ART. 21.

Si, en raison des fluctuations du coût de la vie et par voie de mesure générale, les traitements des fonctionnaires et agents de l'Etat sont modifiés, le Gouvernement pourra reviser le barème établi par l'article 20 ci-dessus, en se conformant aux règles suivant lesquelles les barèmes des autres agents seront éventuellement modifiés.

CHAPITRE V.**Dispositions générales.****ART. 22.**

Les augmentations prévues pourront être refusées par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente, au fonctionnaire, à l'employé, à l'ouvrier nommé à titre défi-

HOOFDSTUK IV.**Gemeentewerklieden.****ART. 20.**

Het loon van de werklieden die deel-maken van het vast benoemde gemeentepersoneel omvat een minimum van :

5,000 frank in de gemeenten der eerste klasse;

4,800 frank in de gemeenten der tweede klasse;

4,600 frank in de gemeenten der derde klasse;

4,300 frank in de gemeenten der vierde klasse;

4,000 frank in de gemeenten der vijfde klasse.

De verhoogingen worden door de plaatselijke verordeningen bepaald.

ART. 21.

Indien, om reden der schommelingen in de levensduurte en bij wijze van algemeenen maatregel, de jaarwedden der ambtenaren en agenten van den Staat gewijzigd worden, kan de Regeering het bij bovenstaand artikel 20 vastgesteld barema herzien, zich gedragende naar de regelen volgens dewelke de baremas der overige agenten gebeurlijk worden gewijzigd.

HOOFDSTUK V.**Algemeene bepalingen.****ART. 22.**

De voorziene verhoogingen kunnen, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den ambtenaar, den bediende, den vast benoem-

nitif ou au préposé qui ne remplira pas ses fonctions d'une manière satisfaisante. L'intéressé devra être préalablement entendu par le Conseil communal ou par la Commission administrative dont il dépend et il sera dressé procès-verbal de ses explications.

Une expédition en sera transmise à la Députation permanente qui statuera dans le délai de trois mois.

Un recours au Roi sera ouvert aux intéressés. Il sera introduit, sous peine de déchéance, dans le mois de la notification de la décision de la Députation permanente.

ART. 23.

Les traitements sont payables par mois; ils prennent cours à dater du jour de l'entrée en fonction; tout mois commencé est dû en entier.

ART. 24.

Dans l'application des barèmes prévus par la présente loi, les droits acquis par les agents actuellement en fonction, quant au chiffre de leur traitement et salaire, ne pourront être mis en question.

ART. 25.

Les services rendus pendant la guerre par les employés communaux ou des administrations subordonnées aux communes, mobilisés dans les armées; les services rendus dans les administrations belges ou alliées par les employés réfugiés en terre d'asile et ceux rendus par les employés dans les armées belges ou alliées; les années

den werkman of aangestelde, die zijn ambt niet op voldoende wijze mocht vervullen. De belanghebbende moet vooraf gehoord worden door den gemeenteraad of door de bestuurlijke Commissie waarvan hij afhangt, en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt.

Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de Bestendige Deputatie; deze doet uitspraak binnen de drie maanden.

De belanghebbenden kunnen bij den Koning in beroep gaan. Dit beroep moet, op straffe van vervallen-verklaring, geschieden binnen ééne maand na de beteekening van de beslissing der Bestendige Deputatie.

ART. 23.

De jaarwedden worden per maand betaald; zij gaan in vanaf den dag, waarop men in bediening treedt; elke begonnen maand is geheel verschuldigd.

ART. 24.

Bij de toepassing der bij deze wet voorziene baremas, worden de verworven rechten der in bediening zijnde agenten, voor wat het bedrag van hunne jaarwedde en van hun loon betreft, niet aangetast.

ART. 25.

De diensten bewezen tijdens den oorlog door de gemeentebedienden of de bedienden van besturen van de gemeenten afhangend, die in de legers waren gemobiliseerd; de diensten bewezen in de Belgische of geallieerde besturen door de uitgeweken bedienden, en die bewezen door de bedienden in de Belgische of geal-

pendant lesquelles les employés ont été empêchés de remplir leurs fonctions pour des raisons de force majeure et n'ont pu, à cause de leur âge, de maladie ou d'autres circonstances indépendantes de leur volonté, rendre des services ni dans les administrations ni dans les armées belges ou alliées, sont compris dans la supputation des années de service administratif, pour la mise au point des traitements. Il en est de même du temps de service passé à l'arrière du front à la suite d'une désignation d'office.

Le temps de service accompli depuis le 1^{er} août 1914 par les employés mobilisés et qui leur donne droit à l'attribution des chevrons de front, de même que le temps pendant lequel ils ont été effectivement prisonniers, est compté double. Il en est de même du temps pendant lequel les employés mobilisés ou volontaires de guerre ont, par suite de maladie, de blessures ou d'infirmités contractées à l'armée, été dans l'impossibilité d'obtenir des chevrons de front.

Est également compté double, le temps pendant lequel les employés civils ont été déportés ou internés par l'ennemi.

Les années comptées double ne peuvent procurer aux bénéficiaires qu'un avantage pécuniaire et ne peuvent ni influencer sur l'ancienneté ni créer un titre particulier à l'obtention de promotions.

ART. 26.

Le Gouvernement pourra ordonner l'allocation d'une indemnité de vie chère dont il déterminera le montant

licerde legers; de jaren tijdens dewelke de bedienden verhinderd zijn geweest hun ambt te vervullen om redenen van heirkraft; tijdens dewelke zij om redenen van hunnen leeftijd, ziekte of andere omstandigheden onafhankelijk van hunnen wil niet in de gelegenheid zijn geweest diensten te bewijzen in de Belgische of geallieerde besturen of legers, zijn begrepen in de berekening der bestuurlijke dienstjaren voor het bepalen der jaarwedden. Hetzelfde geldt voor den dienstitijd achter het front doorgebracht, tengevolge eener ambtelijke aanduiding.

De dienstitijd sedert den 1^{en} Augustus 1914 vervuld door de gemobiliseerde bedienden en die hun recht geeft op de toekenning van frontstrepen, alsmede de duur van werkelijke gevangenschap, wordt dubbel geteld. Hetzelfde geldt voor den duur tijdens denwelken de bedienden, gemobiliseerd of vrijwilliger, in de onmogelijkheid zijn geweest frontstrepen te bekomen, uit oorzaak van ziekten, verwondingen of gebreken opgedaan in het leger.

Ook wordt, voor de burgerlijke bedienden, dubbel geteld, de duur van deportatie of interneering door den vijand.

De dubbel getelde jaren kunnen aan de belanghebbenden slechts een geldelijk voordeel geven, en mogen geen invloed uitoefenen op de bepaling der volgorde naar leeftijd of dienstitijd; ook kunnen zij, geen titel zijn om bevorderingen te bekomen.

ART. 26.

De Regeering kan de verleening bevelen aan gansch het personeel der gemeentediensten en der onderge-

et la durée, à tous les agents des services communaux et des administrations subordonnées.

Cette indemnité sera sujette à révision tous les trois mois.

ART. 27.

Les traitements des employés, agents et préposés dont question aux chapitres III et IV de la présente loi, seront révisés conformément aux dispositions ci-dessus à partir du 1^{er} janvier 1920 d'après la population constatée au dernier recensement décennal et en tenant compte des années de service des titulaires. Il en sera de même lorsque par suite de l'augmentation de la population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie. Les traitements versés serviront de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues par la présente loi.

ART. 28.

Les communes faisant partie d'une agglomération seront classées à raison de la population totale de celle-ci. Un arrêté royal indiquera les agglomérations auxquelles cette disposition sera applicable.

ART. 29.

Tout fonctionnaire employé ou préposé de la commune qui se croira lésé dans l'application des dispositions de la présente loi, pourra se pourvoir auprès de la Députation permanente.

Un recours au Roi sera ouvert à l'administration et à l'intéressé.

Les réclamations à l'autorité supérieure seront introduites sous peine de

schikte besturen van een duurtetoeslag waarvan zij het bedrag en den duur bepaalt.

Die duurtebijslag wordt om de drie maanden herzien.

ART. 27.

De jaarwedden der bedienden, agenten en aangestelden waarvan sprake in de hoofdstukken III en IV dezer wet, worden overeenkomstig bovenstaande bepalingen herzien te rekenen van 1 Januari 1920, naarmate de bevolking vastgesteld bij de jongste tienjaarlijkse volkstelling en met inachtneming van de dienstjaren van den titularis. Evenzoo, wanneer, ten gevolge van den aangroei der bevolking blijkende uit eene latere volkstelling, eene gemeente naar eene andere reeks zal overgaan.

De herziene jaarwedden worden tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de bij deze wet voorziene verhoogingen te berekenen.

ART. 28.

De gemeenten behorende tot eene agglomeratie worden gerangschikt naar dezer geheele bevolking. Bij koninklijk besluit, worden de agglomeratiën waarop deze bepaling van toepassing, is aangewezen.

ART. 29.

Elke ambtenaar, bediende of aangestelde der gemeente, die zich benadeeld acht bij de toepassing van deze wet, kan in beroep gaan bij de bestendige Deputatie.

Het bestuur en de belanghebbende kunnen verderin beroep gaan bij den Koning.

De bezwaren bij de hoogere overheid moeten ingediend worden, op

déchéance dans le mois de la notification des décisions critiquées.

ART. 30.

Les fonctionnaires, employés ou préposés des administrations subordonnées aux communes pourront de même se pourvoir auprès de la Députation permanente et exercer recours au Roi contre la décision du Conseil d'administration ou des Commissions dont ils dépendent, dans les délais prévus aux articles qui précèdent.

ART. 31.

Tous les agents, employés et préposés quelconques, non compris dans les dispositions ci-dessus qui auraient des griefs à formuler contre les taux des salaires et traitements leur alloués, pourront se pourvoir auprès de la Députation permanente contre les décisions de l'autorité dont ils dépendent.

Le recours sera exercé dans le mois de la notification de la décision.

ART. 32.

Il sera créé dans chaque province une commission d'avis et de conciliation composée de neuf membres, nommés de la façon suivante :

Quatre membres nommés par le Ministre de l'Intérieur parmi les députés permanents, les conseillers communaux et les administrateurs d'établissements ou de services subordonnés aux communes; quatre par les Fédérations Nationales d'associations professionnelles de fonctionnaires, employés et ouvriers communaux; le Président étant désigné par le Roi.

Avant de statuer sur les cas, lui dé-

straffe van vervallenverklaring, binnen ééne maand na de beteekening der aangeklaagde beslissingen.

ART. 30.

Binnen de bij de voorafgaande artikelen voorziene termijnen, kunnen de ambtenaren, bedienden of aangestelden der van de gemeenten afhangelnde besturen eveneens bij de Bestendige Deputatie in beroep gaan en hun verhaal uitoefenen bij den Koning tegen de beslissing van den Beheerraad of van de Commissiën waarvan zij afhangen.

ART. 31.

De agenten, ambtenaren en aangestelden niet begrepen bij bovenstaande bepalingen, die bezwaren hebben in te brengen tegen de vaststelling van het bedrag hunner loonen en jaarwedden, kunnen bij de Bestendige Deputatie in beroep gaan van de beslissingen der overheid waarvan zij afhangen.

Het beroep moet ingesteld worden binnen de maand na de beteekening der beslissing.

ART. 32.

In iedere provincie wordt eene Commissie voor advies en verzoening ingesteld bestaande uit negen leden; deze leden worden als volgt benoemd :

Vier door den Minister van Binnenlandsche Zaken onder de leden der Bestendige Deputatie, der gemeenteraadsleden en der Beheerders van inrichtingen of van diensten die van de gemeenten afhangen; vier door de Nationale Federatiën van ambtenaren, bedienden en werklieden der gemeente; de Voorzitter wordt door den Koning benoemd.

Alvorens uitspraak te doen over de

férés en application des articles 22, 29, 30 et 31 de la présente loi, la Députation permanente saisie prendra l'avis de la Commission provinciale susdite.

Un arrêté royal en fixera les conditions d'organisation et de fonctionnement.

ART. 33.

Il sera délivré un diplôme de gradué en services administratifs aux élèves qui auront suivi avec fruit les cours spéciaux institués pour la préparation aux fonctions de secrétaire, de receveur et d'employé des communes ou administrations subordonnées. L'organisation de ces cours, les conditions requises pour y être admis et obtenir le diplôme, seront réglées par arrêté royal. Les candidats munis de ce diplôme seront admissibles aux emplois prévus, sans avoir à subir l'épreuve préalable.

ART. 34.

Dans les six mois de la publication de la présente loi, les administrations communales et les conseils ou commissions des administrations subordonnées établiront le barème des traitements de leurs employés et agents selon les prescriptions de la présente loi.

gevallen die haar worden voorgelegd bij toepassing der artikelen 22, 29, 30 en 31 dezer wet, vraagt de Bestendige Deputatie, waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, het advies van bovengenoemde provinciale commissie.

Een koninklijk besluit zal er de wijzen van inrichting en van werking van bepalen.

ART. 33.

Een diploma van gegradueerde in bestuurszaken wordt afgeleverd aan de leerlingen die met vrucht de bijzondere leergangen hebben gevolgd, welke worden ingesteld ter opleiding tot het ambt van secretaris, ontvanger en gemeentebediende of bediende der besturen afhangende der gemeenten. De inrichting dier leergangen, alsmede de vereischten om daartoe te worden toegelaten en het diploma te bekomen, worden bij Koninklijk besluit geregeld. De kandidaten, die in het bezit zijn van dit diploma, worden tot de voorziene ambten toegelaten zonder zich aan voorafgaande proeven te moeten onderwerpen.

ART. 34.

Binnen zes maanden na de bekendmaking dezer wet zullen de gemeentebesturen en de beheerders of commissiën der daarvan afhangende besturen den weddenrooster van hunne ambtenaren, beampten en bedienden vaststellen, overeenkomstig de bepalingen dezer wet.

Edouard PECHER,
L. PEPIN,
Henri HEYMAN,
Dr P. LAMBORELLÉ,
Paul TSCHOFFEN,
Ed. FALONY.